



Débat général – Déclaration suisse

Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/Sida

UN General Assembly High-level meeting on HIV/AIDS

New York, le 9 juin 2011

M. Martin Dahinden, Secrétaire d'Etat

La lutte contre le VIH/Sida restera une priorité pour la Suisse sur le plan national mais aussi dans la coopération internationale. Mon pays se réjouit du consensus trouvé pour une nouvelle déclaration conjointe sur le VIH/Sida et remercie le Secrétaire général de son excellent rapport. Nous apprécions les données récoltées et soutenons les recommandations qui y figurent. Certains résultats sont encourageants, néanmoins, nous constatons que si l'épidémie s'est globalement stabilisée, les taux d'infection dans certains pays continuent d'augmenter. Des défis majeurs persistent notamment dans les domaines intimement liés à la prévention et à la protection des droits humains. L'homophobie, les lois punitives à l'égard des personnes vivant avec le VIH/Sida et la violence sexiste sapent toujours plus les efforts déployés pour élargir l'accès des populations clés aux services liés au VIH.

La lutte contre la discrimination et la stigmatisation est primordiale. C'est aussi valable en Suisse où nous prenons des dispositions concrètes pour mieux combattre ces conduites. De même, au niveau international, des groupes-clé - comme les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les travailleurs/euses du sexe, les consommateurs-trices de drogues par injection, les transsexuels et les adolescent(e)s - n'ont pas accès à l'information, à la prévention, aux traitements, aux soins et à l'accompagnement relatifs au VIH.

Dans ce contexte, j'aimerais souligner l'expérience positive de la Suisse avec les consommatrices et les consommateurs de drogues par injection, grâce notamment à sa pratique de la réduction des risques. La diminution d'infections dans ce groupe montre aussi qu'il est primordial d'inclure les per-

sonnes directement concernées par le VIH/Sida dans la recherche de solutions. Nous encourageons d'autres pays à s'engager pour la réduction des risques et l'inclusion de ce groupe-clé afin que ces pratiques se généralisent.

La Suisse s'engage dans ses programmes, dans différents fora et à différents niveaux à ce que la promotion et la protection des droits humains, y compris ceux liés à la santé sexuelle et reproductive, ainsi qu'à l'égalité des sexes soient au cœur de toute action de lutte contre le VIH/Sida. Les personnes concernées doivent avoir le pouvoir de décider elles-mêmes de l'avenir de leur santé sexuelle et reproductive. Les facteurs économiques, sociaux, culturels et juridiques, par exemple, qui refusent aux femmes et aux filles leurs droits fondamentaux doivent être éliminés. A cet effet, nous souhaiterions souligner le rôle crucial des hommes et des garçons en matière de santé sexuelle et reproductive, et de lutte contre le VIH. La violence contre les femmes et les filles de même que l'homophobie doivent être proscrits par une législation vigoureusement appliquée. Notons aussi l'importance du respect et de la protection des droits de millions d'enfants et d'adolescent(e)s affectés et infectés par le VIH. Les jeunes n'ont souvent pas accès à l'éducation sexuelle et à des services de santé sexuelle et reproductive adaptés à leurs besoins spécifiques.

La Suisse a accru ses efforts dans la prévention et dans le lien entre VIH et santé sexuelle et reproductive. Par le passé, la prévention s'adressait tout particulièrement aux personnes séronégatives. On constate désormais qu'il est essentiel d'adopter des stratégies de prévention basées sur des connaissances éprouvées qui promeuvent une responsabilité partagée pour la protection de la santé sexuelle des personnes affectées.

L'accès aux médicaments reste un défi majeur sur l'échelle mondiale. Il est primordial de constituer des partenariats stratégiques entre les différents secteurs et acteurs afin de garantir un accès non-discriminatoire pour tout le monde aux services de santé de base et aux médicaments. Malgré les multiples conflits d'intérêts possibles, le secteur privé prend toujours plus conscience de sa responsabilité sociale globale dans le secteur de la santé, ce qui offre de nouvelles possibilités de coopération. La communauté de brevets pour les médicaments, par exemple, nous paraît à cet égard une initiative intéressante.

Au niveau national, le VIH reste un thème majeur de la santé publique suisse puisqu'en 2010, au moins 20'000 personnes en étaient atteintes, et que chaque année, 600 à 800 personnes sont diagnostiquées séropositives, principalement dans les groupes à risque. De plus, le nombre de nouveaux diagnostics de VIH est plus élevé que le nombre de décès causés par le VIH, grâce aux thérapies et à la pratique de la réduction des risques. Par conséquent, le nombre de personnes séropositives ayant besoin de soins médicaux est en augmentation régulière, avec de nouveaux défis liés au vieillissement et aux thérapies à long terme. D'autres infections sexuellement transmissibles représentent aussi un problème de santé publique. Elles sont en constante progression et comportent un danger de coïnfection avec le VIH.

Notre Programme national prolonge 25 années de travail de prévention du VIH en Suisse, auquel s'ajoute désormais la prise en compte d'autres maladies sexuellement transmissibles, ce qui permet une intégration de la prévention de ces maladies dans les structures de la prévention du VIH existantes.

Depuis sa découverte le VIH a fait plus de 25 million de victimes. La réponse internationale a été massive, mais la mobilisation doit se poursuivre. Les organisations internationales majeures dans la lutte contre le VIH/Sida que sont l'OMS, ONUSIDA et le Fonds mondial ont toutes récemment mis en place de nouveaux outils et stratégies en réponse au VIH comme la stratégie ONUSIDA 2011-2015, la stratégie OMS de lutte contre le VIH/SIDA 2011-2015, la nouvelle stratégie du Fonds mondial ou encore la stratégie du Programme alimentaire mondial. La Suisse tient ici à rendre un hommage particulier au rôle catalyseur de l'ONUSIDA, ainsi qu'aux efforts déployés par ses 10 coparrains et par de nombreux autres acteurs pour riposter de manière efficace à la pandémie. Nous saisissons cette occasion pour rappeler que les différents rôles et responsabilités doivent être partagés, notamment en ce qui concerne le soutien de l'ONUSIDA aux processus découlant des financements importants du Fonds mondial, et que l'ensemble des actions doivent être coordonnées afin d'apporter des solutions durables aux défis qui restent à relever.

Pour conclure, la Suisse souhaite renouveler son plein soutien à la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement de 2001, de la déclaration politique sur le VIH/Sida de 2006 et de celle que nous allons adopter à la fin de cette réunion de haut niveau.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Combating HIV/AIDS will remain a priority for Switzerland at both the national and international level. My country is delighted that it has been possible to find a consensus on a new joint declaration on HIV/AIDS and thanks the Secretary-General for his excellent report. We appreciate the data thus gathered and we support the recommendations made. While some of the results are encouraging, it must be noted that although the epidemic has been stabilized worldwide, the rate of infection in some countries continues to climb. There are still major challenges ahead, notably in areas closely linked to prevention and the protection of human rights. Homophobia, punitive laws concerning those who live with HIV/AIDS and sexist violence increasingly undermine efforts to extend HIV related services to key segments of the population.

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

Efforts to combat discrimination and the stigmatization are crucial. This is valid in Switzerland where we are taking concrete measures to better fight against such attitudes, but also at the international level where often key segments of the population – such as men who have sex with men, sex workers, persons who inject drugs, transsexuals and adolescents – have no access to information, prevention, treatment, care or support related to HIV.

In this context I would like to underline the positive experience which Switzerland has had with respect to those who inject drugs, notably in an effort to reduce the risks involved. The decrease in infections in this group shows how important it is to include those directly concerned by HIV/AIDS in the search for solutions. We encourage other countries to support efforts in reducing risks and including this key group in order to become common practices.

Switzerland is committed in its programmes, as well as in different forums and at various other levels, to making the promotion and protection of human rights, including those linked to sexual and reproductive health, and to equality of the sexes, a centerpiece of all efforts to combat HIV/AIDS. Those directly concerned must have the power to decide for themselves on the future of their sexual and reproductive health. For example economic, social, cultural and legal factors which deny women and girls their fundamental rights must be eliminated. In this context we would like to underline the crucial role of men and boys with respect to sexual and reproductive health and efforts to combat HIV. Violence against women and girls and homophobia must be outlawed by legislation which is rigorously applied. Also worth noting is the importance of respecting and protecting the rights of millions of children and adolescents affected and infected by HIV. Young people often have no access to sex education or to sexual and reproductive health services suited to their specific needs.

Switzerland has multiplied its efforts in the areas of prevention and the link between HIV and sexual and reproductive health. It is now known that a genuine strategy for prevention should be based on sound science that promotes shared responsibility for the protection of the sexual health of those affected.

Access to medicines remains a major challenge on an international scale. It is crucial to create strategic partnerships between different sectors and actors in an effort to ensure non-discriminatory access for all to basic health services and to medicines. Despite the many possible conflicts of interest, the private sector is increasingly becoming aware of its global social responsibility in the health sector, and this holds out new possibilities for cooperation. The Medicines Patent Pool for example seems to us to be an interesting initiative in this regard.

At the national level, HIV is still a major concern for Swiss public health officials, since in 2010 those affected numbered at least 20,000 and each year between 600 and 800 are diagnosed as seropositive mainly among the key population at higher risk. However the number of persons newly diagnosed as

having HIV is greater than the number of deaths due to the condition, thanks to successful treatment and to risk reduction practice. This means that there is a steady increase in the number of seropositive individuals in need of medical care, with complications due to the aging process and long term treatment. Other sexually transmissible infections are also a public health problem. These are constantly on the increase and bring with them the danger of co-infection with HIV.

Our national programme prolongs 25 years of “past” efforts to prevent HIV and similar infections in Switzerland. This approach allows to prevent other sexually transmissible infections can be made on the same basis using existing HIV prevention structures.

Since it was first discovered, HIV has claimed more than 25 million victims. The international response has been equally impressive, but these efforts must continue. The leading international organizations in the campaign against HIV/AIDS -- the World Health Organization (WHO), UNAIDS and the Global Fund – recently developed new instruments and strategies to combat HIV such as the UNAIDS Strategy 2011-2015, the WHO HIV/AIDS Strategy for 2011-2015, the new Global Fund Strategy and the strategy of the World Food Programme. Switzerland would like to take this opportunity to pay special tribute to UNAIDS’ role as a catalyst and to the efforts of its 10 co-sponsors as well as many other actors in responding effectively to this pandemic. We would also like to take this opportunity to point out once again the need to share the various roles and responsibilities, particularly in so far as UN-AIDS’ support to the processes involved in the major Global Fund financing efforts is concerned, and the need to coordinate all such efforts so as to ensure that sustainable solutions will be found for the challenges that remain.

In conclusion, Switzerland intends to continue to give its full support to the implementation of the Declaration of Commitment of 2001, to the Political Declaration on HIV/AIDS of 2006, and to the new one we are going to adopt at the end of this high level meeting. Thank you.